

LES MEMBRES DU GSCGI

Networking & la Vie de nos Collègues d'ailleurs

CIFA informs... Three principles of good fiscal and regulatory policy

1. Taxes and the economy—The ideal fiscal environment is one that has a vibrant and productive economy that generates sufficient revenue with modest tax rates that do not needlessly penalize productive behavior. Public finance experts generally agree on the following features of a tax system that produces robust amounts of taxable activity.

a. Low marginal tax rates. A tax operates by increasing the “price” of whatever is being taxed. This is most obvious in the case of some excise taxes – such as levies on tobacco – where governments explicitly seek to discourage certain behaviors. People will have differing opinions, of course, about the degree to which governments should try to discourage certain products, but there should be a general consensus in favor of keeping tax rates reasonable on the behaviors – work, saving, investment, risk-taking, and entrepreneurship – that make an economy more prosperous.

b. A “consumption-base.” Because of capital gains taxes, death taxes, wealth taxes, and double taxation of interest and dividends, many nations impose a disproportionately harsh tax burden on income that is saved and invested. This creates a bias against capital formation, which is problematical since every economic theory – including various forms of socialism – share the view that saving and investment are necessary for rising wages and higher living standards.

c. Neutrality. Special preferences in a tax system distort the relative “prices” of how income is earned or how income is spent. Such special tax breaks encourage taxpayers to make economically inefficient choices simply to lower their tax liabilities. Moreover, loopholes, credits, deductions, exemptions, holidays, exclusions, and other preferences reduce tax receipts, thus creating pressure for higher marginal tax rates, which magnifies the adverse economic impact.

d. Territoriality. This is the simple notion that governments should not tax activity outside their borders. If income is earned in Brazil, for instance, the Brazilian government should have the authority over how that income is taxed. The same should be true for all other nations.

2. Tax cooperation and dispute settlement—A very important consequence of a growth-oriented tax system is that there is less reason for there to be conflicts between governments with territorial taxation. Brazil taxes economic activity in Brazil and Germany taxes economic activity in Germany. There would be some issues requiring varying degrees of cooperation, to be sure, most notably transfer pricing rules for cross-border businesses. Governments also might find it advantageous to adopt agreements providing *de minimis* rules and other provisions that further simplify the administration of tax regimes.

3. The role of cost-benefit analysis—When considering tax policy and financial regulation, policy makers should weigh both costs and benefits. Some tax laws impose disproportionately heavy economic costs compared to projected tax collections. Indeed, organizations such as the International Monetary Fund have found that some provisions may even reduce revenue because of adverse economic effects. The same is true for some financial regulations. Know-your-customer rules and anti-money laundering regulations impose billions of dollars in compliance costs, yet there is little evidence that they have a significant impact on underlying crime rates. Moreover, there is data showing that such policies contribute to the rise of “unbanked” individuals, particularly from low-income communities.

Daniel J. Mitchell

Founder of Freedom and Prosperity
Member of CIFA's Advisory Board

Retrouvez la version française en page suivante

LES MEMBRES DU GSCGI

Networking & la Vie de nos Collègues d'ailleurs

CIFA informs... Trois principes d'une bonne politique fiscale et réglementaire

1. Les impôts et l'économie—L'environnement fiscal idéal est celui d'une économie dynamique et productive qui génère des recettes suffisantes avec des taux d'imposition modestes qui ne pénalisent pas inutilement les comportements productifs. Les experts en finances publiques s'accordent généralement sur les caractéristiques suivantes d'un système fiscal qui produit des montants d'activité imposables solides.

a. Faibles taux marginaux d'imposition. Une taxe a pour effet d'augmenter le "prix" de ce qui est taxé. Cela est particulièrement évident dans le cas de certains droits d'accises - comme les prélèvements sur le tabac - où les gouvernements cherchent explicitement à décourager certains comportements. Les gens auront bien sûr des opinions divergentes sur la mesure dans laquelle les gouvernements devraient essayer de décourager certains produits, mais il devrait y avoir un consensus général en faveur du maintien de taux d'imposition raisonnables sur les comportements - travail, épargne, investissement, prise de risque et esprit d'entreprise - qui rendent une économie plus prospère.

b. Taxe basée sur la "consommation." En raison de l'impôt sur les plus-values, de l'impôt sur les décès, de l'impôt sur la fortune et de la double imposition des intérêts et des dividendes, de nombreux pays imposent une charge fiscale disproportionnée sur les revenus qui sont épargnés et investis. Cela crée un préjugé contre la formation de capital, ce qui est problématique car toutes les théories économiques - y compris les différentes formes de socialisme - partagent l'idée que l'épargne et l'investissement sont nécessaires pour faciliter l'augmentation des salaires et du niveau de vie.

c. Neutralité. Les préférences spéciales (exemption de certaines niches) dans un système fiscal faussent les "prix" relatifs de la façon dont les revenus sont gagnés ou dépensés. Ces avantages fiscaux spéciaux encouragent les contribuables à faire des choix économiquement inefficaces simplement pour réduire leurs obligations fiscales. De plus, les échappatoires, crédits, déductions, exemptions, congés, exclusions et autres préférences réduisent les recettes fiscales, créant ainsi une pression

en faveur de taux marginaux d'imposition plus élevés, ce qui amplifie l'impact économique négatif.

d. Territorialité. Il s'agit de la notion simple selon laquelle les gouvernements ne doivent pas taxer les activités en dehors de leurs frontières. Si un revenu est gagné au Brésil, par exemple, le gouvernement brésilien devrait avoir le pouvoir de décider de la manière dont ce revenu est imposé. Il devrait en être de même pour toutes les autres nations.

2. Coopération fiscale et règlement des différends—Une conséquence très importante d'un système fiscal axé sur la croissance est qu'il y a moins de raisons d'avoir des conflits entre les gouvernements en ce qui concerne la fiscalité territoriale. Le Brésil taxe l'activité économique au Brésil et l'Allemagne taxe l'activité économique en Allemagne. Il est certain que certaines questions nécessiteraient un degré variable de coopération, notamment les règles de prix de transfert pour les entreprises transfrontalières. Les gouvernements pourraient également trouver avantageux d'adopter des accords prévoyant des règles *de minimis* et d'autres dispositions qui ne font que faciliter l'administration des régimes fiscaux.

3. Le rôle de l'analyse coûts-bénéfices—Lorsqu'ils envisagent une politique fiscale et une réglementation financière, les décideurs politiques doivent peser les coûts et les bénéfices. Certaines lois fiscales imposent des coûts économiques disproportionnés par rapport aux prévisions de recouvrement de l'impôt. En effet, des organisations telles que le Fonds monétaire international ont constaté que certaines dispositions peuvent même réduire les recettes en raison d'effets économiques négatifs. Il en va de même pour certaines réglementations financières. Les règles relatives à "*Know-your-customer*" et les réglementations contre le blanchiment d'argent imposent des milliards de dollars en coûts de mise en conformité, mais il n'y a guère de preuves qu'elles aient un impact significatif sur les taux de criminalité sous-jacents. En outre, certaines données montrent que ces politiques contribuent à l'augmentation du nombre de personnes privées d'accès au système bancaire, en particulier dans les communautés à faibles revenus.